

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2418

1^{er} octobre 2013

SOMMAIRE

1stAMGT S.à r.l. SPF	116023	Edmund Frette S.à r.l.	116062
Abaco S.à r.l.	116030	eOffice Invest S.A.	116049
Aksion For Kids S.A.	116018	Epuramat S.A.	116062
Alpharma International (Luxembourg) S.à r.l.	116022	F.I. Holding Co.	116062
Amrail S.à r.l.	116019	Manimmo S.A.	116061
Anoa Capital S.A.	116043	Manufacture Gorgeneck S.à r.l.	116062
Anziehend Mode und Anderes S.à r.l. ...	116020	MEC Telecommunication S.à r.l.	116061
AOE Tykhe S.A.	116018	Meditran S.A.	116050
APIA Real Estate S.à r.l.	116018	Miura Re S.A.	116061
Aqua Isolation s.à r.l.	116030	Moly-Cop Group	116050
Aquarius Media S.à r.l.	116018	Vantage Management S.A.	116047
Arc Advisory Company S.A.	116020	Venables (Luxembourg) Sàrl	116049
Arlington International S.à r.l.	116020	Viking Brands S.A.	116049
Artal Group S.A.	116023	Vokovice BCP Holding SA	116047
Artal International Management S.A. ...	116021	Waterton Global Value (Luxembourg) S.à r.l.	116047
Ashmore Sicav	116022	Wefra	116035
Ashmore SICAV 3	116022	Westend S.A.	116035
AstenJohnson (Luxembourg) LLC, S.à r.l.	116021	Whale Holdings S.à r.l.	116035
Astrid Luxembourg S.à r.l.	116020	"Whitehill Capital"	116046
Atalaya Luxco	116033	White Hills Management	116048
Atlantis Software SA	116019	Winergy S.à r.l.	116046
Atropos Consulting S.A.	116020	World Minerals International Sales	116047
Avoca International Funds (Luxembourg) SICAV	116021	World Minerals Luxembourg S.à r.l.	116050
BA Financial Trading (Luxembourg) S.à r.l.	116019	XI Partners Luxco I S.à r.l.	116036
Bank Capital Opportunity Fund	116018	ZIM Asia Maritime Company S.à r.l.	116050
Banvest S.A.	116021	ZIM Barcelona Maritime Company S.à r.l.	116034
Belvedere Immo S.A.	116048	ZIM China Maritime Company S.à r.l. ...	116034
B & M Dordt S.à r.l./B.V.	116064	ZIM Europa Maritime Company S.à r.l. ...	116034
Castelerand Finance S.A.	116048	ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l. ...	116035
		ZIM Pacific Maritime Company S.à r.l. ...	116032

AOE Tykhe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 13, rue d'Amsterdam.
R.C.S. Luxembourg B 144.876.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 août 2013.

AOE Tykhe S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013114423/13.

(130139163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

APIA Real Estate S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.568.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.826.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114424/10.

(130139416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Aquarius Media S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8361 Goetzingen, 16, rue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 58.245.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 08 août 2013.

Référence de publication: 2013114425/10.

(130139282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Aksion For Kids S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 72.666.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013114416/10.

(130139440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Bank Capital Opportunity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.266.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013114453/11.

(130138861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Amrail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.246.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.08.2013.

Pour: AMRAIL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013114420/15.

(130139777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Atlantis Software SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 10, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 70.240.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 1^{er} juillet 2013 à 9h00.

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

1. D'accepter la démission de Monsieur Nicolas AMIOT de ses fonctions d'Administrateur et d'Administrateur Délégué de la société, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

2. De nommer en remplacement de l'Administrateur démissionnaire Monsieur Renaud BARBIER, demeurant à L-2168 Luxembourg, 75, rue Mühlenbach, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

3. De nommer Monsieur Renaud BARBIER aux fonctions d' Administrateur Délégué de la société avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013114433/19.

(130138923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

BA Financial Trading (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.140.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 23 Avril 2013

En date du 23 Avril 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Christel Damaso, né le 24 juillet 1978, a Luxembourg en Luxembourg, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société avec effet au 23 Avril 2013;

- Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Mr. Matthew Fitch, Gérant A

Ms. Joanne Goodsell, Gérant A

Me. Emma Scott, Gérant A

Mr. Faruk Durusu, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

116020

Luxembourg, le 23 Avril 2013.

BA Financial Trading Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013114475/20.

(130139031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Arc Advisory Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 121.631.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 août 2013 que:

- Le nombre des administrateurs est passé de cinq à quatre.
- Monsieur Antonio GRASSO a démissionné de sa fonction d'administrateur.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013114426/13.

(130139747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 94.629.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013114427/12.

(130139660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Atropos Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 139.557.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114435/9.

(130139104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Anziehend Mode und Anderes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 26, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 98.819.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2013115251/10.

(130140134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Astrid Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 163.082.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115260/10.

(130140379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

AstenJohnson (Luxembourg) LLC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 150.163.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 Août de 2013.

Référence de publication: 2013115259/10.

(130140206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Artal International Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.798.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 juin 2013

L'Assemblée renouvelle le mandat de PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative en tant que réviseur d'entreprises agréé pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui approuvera les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

ARTAL INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2013115257/13.

(130140667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Avoca International Funds (Luxembourg) SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.574.

Les comptes annuels au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 Août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013115263/10.

(130140333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Banvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.934.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 1^{er} août 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 mai 2013:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Raymond DAELEMANS, administrateur, demeurant à Stichelberg 44, 1702 Groot-Bijgaarden, Belgique
- Monsieur Ward DAELEMANS, employé, demeurant à Stichelberg 44, 1702 Groot-Bijgaarden, Belgique

Administrateur de catégorie B

- Monsieur Murad IKHTIAR, employé privé, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, Président

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 mai 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013115303/21.

(130140412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Ashmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 90.279.

—
Extrait de la résolution du conseil d'administration prise le 17 juillet 2013 ayant adopté les résolutions suivantes:

1. Le conseil d'administration a pris acte de la démission de Monsieur Michael Moody (demeurant au Royaume-Uni) de son mandat d'administrateur, avec effet au 17 juillet 2013;

2. Le conseil d'administration a par conséquent décidé de coopter Monsieur Steve Hicks (demeurant au 61, Aldwych, London, WC2B 4AE, Royaume-Uni) avec effet au 17 juillet 2013, à la fonction d'administrateur, sujet à l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui aura lieu en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour ASHMORE SICAV

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2013115289/18.

(130140293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Ashmore SICAV 3, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.742.

—
1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 17 juillet 2013 a adopté les résolutions suivantes:

2. A pris acte de la démission de Monsieur Michael Moody (demeurant au Royaume-Uni) de son mandat d'administrateur, avec effet au 17 juillet;

3. L'Assemblée a élu Steve Hicks (demeurant au 61, Aldwych, London, WC2B 4AE, Royaume-Uni) à la fonction d'administrateurs, sujet à l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui aura lieu en 2014;

4. L'assemblée a réélu Claude Kremer et Steve David (demeurant au Grand-Duché de Luxembourg) à la fonction d'administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui aura lieu en 2014;

5. L'assemblée a réélu KPMG Audit à la fonction de commissaire aux comptes pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle se tenant en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour ASHMORE SICAV 3

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2013115290/22.

(130140295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Alpharma International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 113.091.

—
Extrait de la décision de l'associée unique prise en date du 10 juillet 2013

Le siège de la société a été transféré de L-1258 Luxembourg, 22, rue J.P. Brasseur à L-1855 Luxembourg, 51, Avenue J.F. Kennedy.

Luxembourg, le 09.08.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ALPHARMA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013115282/14.

(130140399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Artal Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 44.470.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 juin 2013

L'Assemblée nomme PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative à Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.

L'Assemblée renouvelle les mandats de Messieurs Eric Wittouck, Pierre Ahlborn, Lawrence Lunt, Jean Andersen, Eric Jolly, Pascal Minne et Raymond Debbane en tant qu'administrateurs pour une période de 6 ans venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

L'Assemblée renouvelle les mandats de Monsieur Eric Wittouck en tant que Président du conseil d'administration et de Monsieur Raymond Debbane en tant qu'administrateur-délégué pour une période de 6 ans venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

L'Assemblée renouvelle le mandat de Madame Anne Goffard en tant que déléguée à la gestion journalière pour une période de 6 ans venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

ARTAL GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2013115288/23.

(130140665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

1stAMGT S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 179.414.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twenty-sixth day of July.

Before us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent and who will remain the depositary of the present deed.

There appeared:

The company "1stAMG S.A.", a société anonyme incorporated and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 143.838.

here represented by Ms Sabrina CAPODICI, private employee, residing professionally at L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen, by virtue of a proxy given under private seal on 22nd July 2013.

The aforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as there above mentioned, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée:

Title I. - Object, Duration, Denomination, Registered Office

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management and the realization of financial assets as defined in article 2 of the law of May 11, 2007 regarding the incorporation of a société de gestion de patrimoine familial.

Financial assets must be understood as (i) financial instruments pursuant to the law of August 5, 2005 concerning financial guarantee contracts and (ii) assets and cash of whatsoever kind held in accounts.

The object of the Company is also, in conformity with the law of May 11, 2007, the taking of participating interests, in whatsoever form, in other companies and the development of such participating interests.

The Company may in particular acquire all types of negotiable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise.

The Company may also acquire, create, develop and sell any patents together with any rights attached thereto. It may among others acquire by way of contribution, subscription, bought deal, option, purchase or otherwise all securities and patents and realize them by way of sale, transfer exchange or otherwise, develop these activities and patents by whom and by whatever means, participate in the creation and the development of any company.

The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a direct interest.

The Company shall not carry on any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

In general, the company may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment or development of its purposes remaining always, however, within the limits established by the law of May 11, 2007.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "1stAMGT S.à r.l. SPF".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Title II. - Capital, Shares

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred euro (12.500 EUR) divided into one thousand two hundred and fifty (1.250) shares of the Company with a nominal value of ten euro (10 EUR) each.

A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single member or by decision of the members' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. In case of a single member, the Company's shares held by the single member are freely transferable.

The shares are freely transferable among members. The shares are transferable to non-members only with the prior approval of members representing at least three-quarters of the capital.

In the case of plurality of members, the shares held by each member may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single member or of one of the members.

Title III. - Management

Art. 12. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners in accordance with the provisions set out hereafter.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of members holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of members fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall validly be bound in all circumstances by the sole signature of one manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single member assumes all powers conferred to the general member meeting.

In case of a plurality of members, each member may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each member has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by members owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the members owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Title IV. - Accounting Year, Allocation of Profit

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2013.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the member(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare an interim statement of accounts which is the basis for the distribution of interim dividends.

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Title V. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. Upon dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

Title VI. - General Provisions

Art. 19. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto and specially with the law of 11 May 2007 on "sociétés de gestion de patrimoine familial" (SPF) as amended.

Subscription - Payment

The shares with a nominal value of ten euro (10.- EUR) have been subscribed as follows:

1stAMG S.A., prenamed	12,500 shares
TOTAL:	12,500 shares

All the shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (1,300.- EUR).

Resolutions of the members

- 1) The company will be administered by one (1) manager nominated for an unlimited duration:
 - Monsieur Alessandro GASPARINI, born on 26 June 1972 in Milano (Italie) and domiciled viale volta, 16, CH-6830 Chiasso (Suisse).
- 2) The address of the corporation is in L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six juillet.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

La société de droit luxembourgeois «1stAMG S.A.», établie et ayant son siège social à L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 143.838, ici représentée par Mademoiselle Sabrina CAPODICCI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen, en vertu d'une procuration sous seing privé du 22 juillet 2013,

laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet, Durée, Dénomination, Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

Par actifs financiers il convient d'entendre (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société a également pour objet, en conformité avec la loi du 11 mai 2007, la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés, ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir, créer, gérer et vendre un portefeuille de brevets ensemble avec tous droits y rattachés. Elle peut entre autres acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat ou de toute autre manière tous titres et brevets et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets par qui et de quelque manière que ce soit, participer à la création et au développement de toute entreprise.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'emprunts obligataires et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement ouvert au public.

La Société prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 11 mai 2007.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «1stAMGT S.à r.l. SPF».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent euros (12.500,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (10,- EUR) chacune.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, soit par télégramme, télex ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyés par lettre ou téléfax.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. La cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément préalable donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Titre III. - Administration

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés dans les conditions décrites ci-après.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient présents. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Titre IV. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intermédiaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires.

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Titre V. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Titre VI. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives, et spécialement aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF) et aux lois modificatives de celle-ci.

Souscription - Libération

Les parts sociales d'une valeur nominale de dix euro (10,- EUR) ont été souscrites comme suit:

1stAMG S.A., prénommée	1.250 parts sociales
TOTAL:	1.250 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille quatre cents euros (1.400,- EUR).

Décisions de l'Associé Unique

1) La société est administrée par un (1) gérant nommé pour une durée indéterminée:

- Monsieur Alessandro GASPARINI, né le 26 juin 1972 à Milan (Italie) domicilié au Viale volta, 16, CH-6830 Chiasso (Suisse).

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Capodici et J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 5 août 2013. LAC/2013/36564. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013115807/344.

(130140654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Abaco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint-Hubert.
R.C.S. Luxembourg B 98.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Bracke
Gérant

Référence de publication: 2013115267/11.

(130140251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Aqua Isolation s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3383 Noertzange, 5, Cité Beaulieu.
R.C.S. Luxembourg B 179.392.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-deux juillet.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Patrick VIEIRA, conducteur de travaux, né à Hayange (France) le 3 août 1974, demeurant à L-3383 Noertzange, 5, Cité Beaulieu.

2) Madame Stéphanie PEZIN, secrétaire, née à Algrange (France) le 22 mars 1976, demeurant à L-3384 Noertzange, 4, op der Lohrwies.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "AQUA ISOLATION s.à r.l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Noertzange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'isolation thermique, les travaux d'étanchéité ainsi que l'activité de confectionneur de chapes.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Patrick VIEIRA, préqualifié, quatre-vingt-dix parts sociales	90
2) Madame Stéphanie PEZIN, préqualifiée, dix parts sociales	10
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

- 1) Monsieur Patrick VIEIRA, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3) Le siège social est fixé à L-3383 Noertzange, 5, Cité Beaulieu.

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: VIEIRA, PEZIN, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 31 juillet 2013. Relation: CAP/2013/2931. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 6 août 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013115815/135.

(130140190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ZIM Pacific Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.675.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115806/10.

(130140376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Atalaya Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 172.209.

L'an deux mille treize, le premier août,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée Atalaya Luxco (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-5365 Luxembourg, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.209, constituée suivant acte notarié en date du 15 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2657 du 29 octobre 2012.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 6 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 911 du 17 avril 2013.

L'assemblée est ouverte à 14.32 heures sous la présidence de Madame Monique Badiner, avec adresse professionnelle à L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Frank Stolz-Page, avec adresse professionnelle à L-5612 Mondorf-les-Bains, 13, avenue François Clément.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Linda Sodomova, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société de L-5365 Luxembourg, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer;

2. Modification subséquente de l'article 4.1 des statuts de la Société;

3. Modification de l'adresse professionnelle de gérants de la Société;

4. Mise à jour des coordonnées de certains associés;

5. Divers.

II.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la Société de L-5365 Luxembourg, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier, dans les versions anglaise et française, l'article 4.1 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

" **4.1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

Version française:

« **4.1.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier avec effet immédiat l'adresse professionnelle des gérants de la Société, Messieurs Aurélien Vasseur et Ailbhe Jennings, et de la fixer à la nouvelle adresse du siège social de la Société, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier avec effet immédiat l'adresse des deux associés comme suit: Maples Corporate Services Limited, Ugland House, South Church Street, P.O. Box 309, George Town, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands.

Plus rien étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 14.36 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Findel, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Bachner, F. Stolz-Page, L. Sodomova, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 06 août 2013. REM/2013/1418. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013115859/71.

(130140866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

ZIM China Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115801/10.

(130140364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ZIM Europa Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.679.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115802/10.

(130140401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ZIM Barcelona Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115800/10.

(130140365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ZIM Iberia Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 134.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115803/10.

(130140391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Westend S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 93.165.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 juin 2013

L'Assemblée nomme PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative à Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé pur une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

WESTEND S.A.

Signature

Référence de publication: 2013115790/14.

(130140666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Whale Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.550.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 90.055.

Par résolutions prises en date du 17 juillet 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Stephen Shaw, avec adresse au 1, Appold Street, EC2A 2HE Londres, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet au 31 juillet 2013;
2. nomination de Jonathan Ross, avec adresse professionnelle au 15, Austin Friars, EC2N 2HE Londres, Royaume-Uni au mandat de gérant, avec effet au 31 juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013115791/15.

(130140512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Wefra, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 12.637.

Il résulte de l'acte de cession des parts sociales intervenu en date du 19 décembre 2012 que la répartition du capital est dorénavant la suivante:

SHAMBROOK INTERNATIONAL S.A., une société de la République de Panama avec siège social à	
PO Box 6-1014, El Dorado, City of Panama, Republic of Panama	1.000 parts
Total	1.000 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013115788/15.

(130139991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

XI Partners Luxco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.409.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the seventeenth day of July.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned

THERE APPEARED:

Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9001, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under registration number WK-63826,

here represented by Me Anne-Laure GIRAUDAU, Avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York, on July 16, 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "XI Partners Luxco I S.à r.l." (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

The Company may further acquire and/or sell immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as carry out all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg in foreign companies, the principal object of which is the acquisition, sale, development, promotion, management of lease of real estate property.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or, in case of several managers of the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is set at forty-three thousand United States Dollars (USD 43,000) represented by forty-three thousand (43,000) shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a 2 majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. Joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 8. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 10. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by a board of managers composed of one or more class A managers (the "Class A Managers") and one or more class B managers (the "Class B Managers"), who do not need to be shareholders, or by a sole manager.

Any reference made hereinafter to the "managers" shall be construed as a reference to the Class A Managers and/or the Class B Managers, depending on the context and as applicable.

The managers are appointed by the sole shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

In case of a sole manager, the Company will be bound in all circumstances by the signature of such manager. In case of several managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any Class A Manager together with the signature of any Class B Manager.

Art. 12. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers, which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The chairman of the board of managers shall not have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. Save a higher majority being provided herein by Law, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. The shareholders exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In case of a sole shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 19. The Company's year commences on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 20. Each year on 31st December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The board of managers is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient and in accordance with the provisions of the Law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and Payment

All of the forty-three thousand (43,000) shares have been subscribed by Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., aforementioned.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of forty-three thousand United States Dollars (USD 43,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., representing the entire share capital of the Company and having waived any notification requirement has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period:

Class A Managers:

- Timothy J. CURT, born in Connecticut, United States of America on 7 October 1963, with professional address at 450 Lexington Avenue, New York, NY 10017, United States of America;
- Tara O'NEILL, born in New York, United States of America on 19 March 1973, with professional address at 450 Lexington Avenue, New York, NY 10017, United States of America;
- Ute BRÄUER, born in Oberhausen, Germany on 1 December 1956, with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;

Class B Managers:

- Carla ALVES SILVA, born on 13 September, 1974, in Sao Salvador/Mirandela, Portugal, with professional address at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg; and
- Candice DE BONI, born on 31 December, 1973, in Strasbourg (67), France, with professional address at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated first above.

The document having been read to the proxyholder of the person party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept juillet.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., une société à responsabilité limitée organisée et existant selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social situé à Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9001, Îles Caïmans, enregistrée auprès du Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro WK-63826.

dûment représentée par Maître Anne-Laure GIRAUDEAU, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à New York, le 17 juillet 2013.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «XI Partners Luxco I S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toute type et l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut emprunter sous toute forme et émettre des titres obligataires, des obligations garanties, des lettres de change ainsi que généralement toute sorte de titres de participation, d'obligations et/ou d'obligations hybrides conformément au droit luxembourgeois.

La Société peut également acquérir et/ou vendre des biens immobiliers, et effectuer toutes les opérations liées à des biens immobiliers, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dont le principal objet est d'acquérir, de vendre, de développer, de promouvoir, de gérer ou de louer de biens immobiliers.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. Dans la même commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du gérant ou, dans les cas où il y a plusieurs gérants, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tout autre pays par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à quarante-trois mille Dollars Américains (USD 43.000) représenté par quarante-trois mille (43.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

La Société peut racheter ses propres parts conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 7. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

La Société peut avoir un ou plusieurs associés avec un nombre maximal de quarante (40), sauf dispositions légales contraires.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés ne saurait entraîner la dissolution de la Société.

Art. 10. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou de plusieurs gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et d'un ou de plusieurs gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»), qui n'ont pas besoin d'être associés, ou par un gérant unique.

Toute référence faite ci-après aux «gérants» devra être interprétée comme désignant les Gérants de Catégorie A et/ou les Gérants de Catégorie B, selon le contexte et tel qu'applicable.

Les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Ils peuvent être révoqués librement et à tout moment sans qu'il doive être justifié de raison particulière.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser tous les actes et opérations conformes à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique. En cas de pluralité de gérants, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance, qui pourra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, mais en cas d'absence de celui-ci, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres de façon continue et permettant une participation effective de toutes ces personnes à la réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. En cas d'égalité des voix, le président n'a pas voix prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, l'ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou, par deux gérants. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle par rapport aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toute modification des statuts nécessite l'accord de (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 18. Les associés exercent les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la Loi. Dans le cas d'un associé unique, toute référence dans les présentes à «l'assemblée générale des associés» devra être interprétée comme désignant l'associé unique, selon le contexte et tel qu'applicable, et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 19. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société. Chaque associé peut prendre communication de cet inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 21. Chaque année, cinq pour cent (5%) des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution d'une réserve, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles et conformément à la Loi.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne se doivent pas d'être associés de la Société, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour les besoins de la réalisation de l'actif et le paiement des dettes de la Société.

Le reliquat après paiement des dettes sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues par eux dans la Société.

Art. 23. Les associés se réfèrent, pour ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, aux dispositions de la Loi.

Souscription et Libération

Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., susmentionnée, a souscrit l'intégralité des quarante-trois mille (43.000) parts sociales.

Toutes les parts sociales souscrites ont été entièrement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de quarante-trois mille Dollars Américains (USD 43.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de constitution et finira le 31 décembre 2013.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution est évalué à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, Warburg Pincus XI Partners (Cayman) L.P., représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute convocation préalable, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérantes de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants A:

- Timothy J. CURT, né au Connecticut, Etats-Unis d'Amérique, le 7 octobre 1963, ayant son adresse professionnelle au 450 Lexington Avenue, New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique;
- Tara O'NEILL, née à New York, Etats-Unis d'Amérique, le 19 mars 1973, ayant son adresse professionnelle au 450 Lexington Avenue, New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique;
- Ute BRÄUER, née à Oberhausen, Allemagne, le 1 décembre 1956, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg;

Gérants B:

- Carla ALVES SILVA, née à Sao Salvador/Mirandela, Portugal, le 13 septembre 1974, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg; et
- Candice DE BONI, née à Strasbourg (67), France, le 31 décembre 1973, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande de la partie comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, la mandataire de la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A-L. GIRAudeau, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 juillet 2013. LAC/2013/34384. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 2 août 2013.

Référence de publication: 2013115796/370.

(130140551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Anoa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 155.833.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of July.

Before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, temporarily absent,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of Anoa Capital S.A., a société anonyme, having its registered office at 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 155.833, incorporated pursuant to a deed of M^e Joëlle Baden dated 28 September 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2456 dated 13 November 2010 (hereafter the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Me Joëlle Baden dated 8 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2882 dated 28 November 2012.

The meeting is declared open at 11.45 a.m. with Ms Sarah Kouider de Saint Albin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Ms Marie Kaiser, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting appoints as scrutineer Ms Sarah Kouider de Saint Albin, prenamed.

The board of the meeting having thus been validly constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of one hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 125,000) to the amount of one million Euros (EUR 1,000,000) through the incorporation of an amount of eight hundred and seventy-five thousand Euros (EUR 875,000) out of the distributable reserves of the Company without issuing new shares.

2. Subsequent amendment of article 5, paragraph 1 of the articles of incorporation of the Company.

3. Creation of an authorised share capital of the Company which shall, excluding the current issued share capital, be set at five million Euros (EUR 5,000,000).

4. Subsequent creation and insertion of a new article 5 (5) into the articles of incorporation of the Company.

5. Miscellaneous.

II. the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders or by their proxies and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III. pursuant to the attendance list, the entire share capital of the Company being present or represented at the present meeting, and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and due knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

After duly considering the items of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of one hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 125,000) to the amount of one million Euros (EUR 1,000,000) through the incorporation of an amount of eight hundred and seventy-five thousand Euros (EUR 875,000) out of the distributable reserves of the Company without issuing new shares.

The availability of such distributable reserves is shown to the undersigned notary by means of annual accounts of the Company as at December 31, 2012. Said annual accounts will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

As shown in the certificate issued by two directors of the Company, the distributable reserves of the Company amount to at least eight hundred and seventy-five thousand Euros (EUR 875,000) and are available in order to carry out the capital increase. Such certificate will remain attached to this deed.

Second resolution

The general meeting resolves, subsequently to the foregoing resolution, to amend article 5, paragraph 1 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

" Art. 5. Share capital.

(1) The Company has a share capital of one million Euros (EUR 1,000,000) divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares without designation of a nominal value."

Third resolution

After having heard and approved a special report of the board of directors of the Company, the general meeting of the shareholders resolves to create an authorised share capital which shall, excluding the current issued share capital, be set at five million Euros (EUR 5,000,000). Such special report will remain attached to this deed.

Fourth resolution

The general meeting of the shareholders resolves, subsequently to the foregoing resolution, to create and insert a new article 5 (5) into the articles of incorporation of the Company, which shall read as follows:

" Art. 5. Share capital.

(5) The authorised share capital of the Company, excluding the current issued share capital, is set at five million Euros (EUR 5,000,000).

During a period of five (5) years from the date of the publication of the shareholders' resolution creating the authorised share capital in the Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised share capital pursuant to this article, the board of directors is hereby authorised to issue shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised share capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue and issues of shares upon conversion of any convertible bonds without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders, other than to the extent such a preferential subscription right is reserved to the shareholders under the terms of a shareholders' agreement, if any, or these articles of incorporation. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation, each time for a period not exceeding five (5) years.

The authorised share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association and subject to the terms of any shareholders' agreement, if any, and provided however that such resolution can be adopted as a private deed and do not need to be adopted in front of a notary."

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about three thousand Euros (EUR 3,000).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office of Maître Martine Schaeffer, on the day named at the beginning of this document.

After reading and interpretation to the appearers, the said appearers signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huit juillet.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absente,

est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Anoa Capital S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 155.833, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden en date du 28 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2456 du 13 novembre 2010 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden en date du 8 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2882 en date du 28 novembre 2012.

L'assemblée a été ouverte à 11.45 heures sous la présidence de Madame Sarah Kouider de Saint Albin, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Madame Marie Kaiser, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutatrice Madame Sarah Kouider de Saint Albin, prénommée.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président a déclaré et prié le notaire de prendre acte:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000) à un million d'euros (EUR 1.000.000) par une incorporation des réserves distribuables de la Société à concurrence de huit cent soixante-quinze mille euros (EUR 875.000), sans émission de nouvelles actions.

2. Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1 des statuts de la Société.

3. Création d'un capital social autorisé de la Société d'un montant de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000), en ce non compris le capital social souscrit.

4. Création et insertion subséquente d'un nouvel article 5(5) des statuts de la Société.

5. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les parties comparantes, resteront également annexées au présent acte.

III. Qu'en vertu de la liste de présence, l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points de l'ordre du jour.

Après avoir dûment examiné les différents points à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de huit cent soixante-quinze mille euros (EUR 875.000) pour le porter de son montant actuel de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000) à un million d'euros (EUR 1.000.000) par une incorporation des réserves distribuables de la Société à due concurrence, sans émission de nouvelles actions.

L'existence de ces réserves distribuables est mise en évidence auprès du notaire par le biais des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012. Lesdits comptes annuels resteront joints au présent acte afin que ceux-ci soient déposés concomitamment auprès des autorités compétentes.

Comme indiqué dans le certificat émis par deux administrateurs de la Société, les réserves distribuables de la Société sont au moins égales à huit cent soixante-quinze mille euros (EUR 875,000) et sont disponibles pour servir à l'augmentation du capital social. Ledit certificat restera joint au présent acte.

Deuxième résolution

Consécutivement à la précédente résolution, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5, alinéa 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social.

(1) La Société a un capital social d'un million d'euros (EUR 1.000.000) divisé en cent cinquante mille (150.000) actions sans mention de la valeur nominale».

Troisième résolution

Après avoir dûment pris connaissance et approuvé le rapport spécial du conseil d'administration de la Société, l'assemblée générale des actionnaires décide de créer un capital social autorisé, en ce non compris le capital social souscrit, d'un montant de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000). Ledit rapport spécial restera annexé aux présentes.

Quatrième résolution

Consécutivement à la précédente résolution, l'assemblée générale décide de créer et d'insérer un nouvel article 5(5) aux statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.**

(5) Le capital social autorisé de la Société, en ce non compris le capital social souscrit, s'élève à un montant de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000).

Pendant une période cinq (5) ans à partir de la date de publication au Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations, de la résolution des actionnaires créant un capital social autorisé, ou, le cas échéant, de la résolution tendant à renouveler ou à augmenter le capital social autorisé en vertu du présent article, le conseil d'administration est, par le présent acte, autorisé à émettre des actions et tout autre titre convertible en actions dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission lors de la conversion de toute obligation convertible sans réserver le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions à émettre, sauf dans la mesure où ce droit préférentiel de souscription est réservé aux actionnaires en vertu des statuts ou, le cas échéant, d'un pacte d'actionnaire. Cette autorisation peut être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

Le capital social autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires, constituée et délibérant comme en matière de modification des statuts et, le cas échéant sous réserve des stipulations de tout pacte d'actionnaire, sous réserve que cette résolution puisse être adoptée sous la forme d'un acte sous seing privé et ne nécessite pas d'être adoptée devant notaire.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à la somme de trois mille euros (EUR 3.000).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude de Maître Martine Schaeffer, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. KOUIDER DE SAINT ALBIN, M. KAISER et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2013. LAC/2013 /34759. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013115874/194.

(130141336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

"Whitehill Capital", Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 91.964.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 Août 2013.

Référence de publication: 2013115793/10.

(130140361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Winergy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 158.181.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013115794/10.

(130140081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

World Minerals International Sales, Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 52.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115785/9.

(130140622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Vantage Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.946.

Le Bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115773/10.

(130140255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Vokovice BCP Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 95.588.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue en date du 25 juillet 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- acceptation, avec effet au 15 mars 2013, de la démission de Jessie Da Silva Carvalho, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur A
- nomination, avec effet au 15 mars 2013, de Katherine Ang, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur A, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013115777/15.

(130140514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Waterton Global Value (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 163.183.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 7 août 2013

En date du 7 août 2013, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Richard Brekelmans en tant que gérant B de la Société, et ce avec effet au 7 août 2013;
- de nommer Monsieur Giuseppe Di Modica, né le 31 mai 1974 à Enna, Italie, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société, et ce avec effet au 7 août 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115779/19.

(130140047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

White Hills Management, Société Coopérative.**Capital social: EUR 1.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 176.984.

—
L'extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 1^{er} août 2013

- La démission de Monsieur Michel van Krimpen de sa fonction d'administrateur de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet au 1^{er} Août 2013.

- Est nommé administrateur de la Société pour une durée déterminée avec effet au 1^{er} Août 2013 jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2017:

* Peter van Opstal, né le 12 février 1969 à Zwijndrecht, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Luxembourg, le 8 Août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013115781/19.

(130140530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Castelerand Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.651.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 1^{er} juillet 2013

Démission de Monsieur Didier Sabbatucci en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Serge Hirsch, demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Didier Sabbatucci, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2014.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115821/16.

(130140617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Belvedere Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 71, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 127.440.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 26 juin 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant la société commerciale, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société anonyme BELVEDERE IMMO S.A., établie et ayant son siège social à L-9515 WILTZ, 71, rue Grand-Duchesse Charlotte, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 127440;

Le même jugement ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge près le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch et liquidateur Maître Raphaël SCHWEITZER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Ils ordonnent aux créanciers de faire leur déclaration de créances au greffe du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch.

Pour extrait conforme

Raphaël SCHWEITZER

Le liquidateur / Avocat à la Cour

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Référence de publication: 2013115818/21.

(130140170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

eOffice Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 90.728.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 09 août 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, des postes d'administrateurs:

- Monsieur David GIANNETTI, né le 19 décembre 1970 à Briey (France) et demeurant professionnellement au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

- Monsieur Xavier SOULARD, né le 14 août 1980 à Châteauroux (France) et demeurant professionnellement au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2014:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

3) L'Assemblée décide de nommer à la fonction de Président du Conseil d'administration de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2014:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

4) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste de Commissaire aux comptes de la société COMCOLUX S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 58.543), ayant son siège social au 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

5) L'assemblée décide de nommer, au poste de commissaire aux comptes:

- La société Révisora S.A., ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (RCS Luxembourg: B 145.505), pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2014.

6) L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

eOFFICE INVEST S.A.

Référence de publication: 2013115833/33.

(130141234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Venables (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 131.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115774/9.

(130140346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Viking Brands S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie-Curie.

R.C.S. Luxembourg B 163.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115776/9.

(130139989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

World Minerals Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 97.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115786/9.

(130140456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ZIM Asia Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013115798/10.

(130140373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Moly-Cop Group, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.000.050,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 108.820.

Extrait de décision prise par le seule actionnaire en date du 28 juin 2013

Mr John Thomas BARBAGALLO, né le 14 novembre 1965 à Ayr (Australie) et résidant à Level 6 205 Pacific Highway, St. Leonards NSW 2065 (Australie) a été nommé gérant de catégorie A avec effet au 1^{er} juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MOLY-COP GROUP

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013116234/17.

(130141059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Meditran S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.700,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 156.995.

L'an deux mille treize, le vingt-deux juillet.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Meditran S.A.", ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, R.C.S. Luxembourg section B numéro 156.995, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2177 du 1^{er} janvier 2011. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Anne LAUER, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter.

La Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marc LIBOUTON, employé, ayant son adresse professionnelle à Strassen, 163, rue du Kiem.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert de la société, en ce compris le transfert du siège social et de son siège de direction effective du Luxembourg vers l'Italie et en conséquence, changement de la nationalité de la société, actuellement de nationalité luxembourgeoise, en une société de droit italien.

2.- Approbation de la situation comptable au 14 juin 2013, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité italienne.

3.- Modification de la dénomination de la société.

4.- Refonte complète des statuts de la société dans le cadre de son transfert en Italie et continuation du Luxembourg vers l'Italie sous forme d'une «società a responsabilità limitata».

5.- Confirmation de l'établissement du siège social de la Société à Bologna (Italie).

6.- Acceptation de la démission des administrateurs en fonction et octroi d'une décharge pleine et entière pour l'exercice de leur mandat.

7.- Acceptation de la démission du Commissaire en fonction et octroi d'une décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat.

8.- Nomination d'un nouveau Conseil d'administration.

9.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, à I-40125 Bologna, Via Dante Alighieri 34, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Deuxième résolution

L'assemblée approuve le bilan arrêté au 14 juin 2013, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité italienne.

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en AJEZ AIESH S.R.L..

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transformer la société anonyme en société à responsabilité limitée et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

STATUTO DELLA SOCIETÀ

Art. 1. Denominazione.

1.1 - E' costituita una società a responsabilità limitata denominata "AJEZ AIESH S.R.L."

Art. 2. Sede.

2.1 - La Società ha sede nel Comune di BOLOGNA, all'indirizzo risultante dall'iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 - L'Organo Amministrativo può istituire e sopprimere ovunque unità locali operative (per esempio succursali, filiali o uffici amministrativi) senza stabile rappresentanza, e trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune ove è posta la sede stessa.

Spetta ai Soci decidere il trasferimento della sede in Comune diverso.

Art. 3. Oggetto.

3.1 - La Società ha per oggetto:

a) l'assunzione e la gestione, in ogni forma consentita dalla legge, esclusivamente per conto proprio e non nei confronti del pubblico, di interessenze e partecipazioni in società, enti, associazioni, consorzi, aziende ed imprese di ogni tipo, italiane ed estere;

b) la concessione di finanziamenti esclusivamente nei confronti delle partecipate e/o appartenenti allo stesso gruppo, mai nei confronti del pubblico;

c) l'effettuazione del servizio di incasso e pagamento, con conseguente addebito ed accredito dei relativi oneri ed interessi, nonché del coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario esclusivamente nei confronti delle partecipate e/o appartenenti allo stesso gruppo, mai nei confronti del pubblico;

d) l'acquisizione, la vendita, la permuta, la costruzione ed il restauro di immobili di sua proprietà, nonché la gestione e la locazione del proprio patrimonio immobiliare;

e) la produzione, l'acquisto e la vendita, per conto proprio o di terzi, di materiale cinematografico, films, documentari e quant'altro attinente nel settore dell'immagine e della produzione radiotelevisiva, filmografica e nel settore artistico in genere;

3.2 - La Società può compiere tutti gli atti strumentali e occorrenti, ad esclusivo giudizio dell'Organo Amministrativo, per l'attuazione dell'oggetto sociale, e così tra l'altro, a titolo meramente esemplificativo e senza pretesa alcuna di esaustività:

- compiere operazioni commerciali e industriali, bancarie, ipotecarie e immobiliari, compresi l'acquisto, la vendita e la permuta di beni mobili, anche registrati, immobili e diritti immobiliari, aziende o rami di aziende;

- ricorrere a qualsiasi forma di finanziamento con istituti di credito, banche, società e privati, concedendo le opportune garanzie reali e personali;

- concedere fidejussioni, avalli e garanzie reali a favore di terzi purché non nei confronti del pubblico e con espressa esclusione delle attività riservate di cui al D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 nonché dalle ulteriori leggi in materia;

- assumere, con attività esercitata non nei confronti del pubblico e non in via prevalente, interessenze, quote e partecipazioni anche azionarie in altre società o imprese costituite o costituende aventi scopi affini, analoghi o comunque connessi al proprio sia direttamente sia indirettamente, con espressa esclusione del fine di collocamento e nei limiti stabiliti dal D.Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 nonché dalle ulteriori leggi in materia.

In ogni caso la Società non può esercitare attività che siano comunque riservate a soggetti non costituibili in società a responsabilità limitata, né attività riservate ad iscritti a Collegi, Ordini o Albi professionali.

Art. 4. Durata.

4.1 - La durata della Società è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta),

Art. 5. Capitale sociale.

5.1 - Il Capitale Sociale ammonta ad euro 31.700,00 (trentunomilasettecento/00)

5.2 - Il Capitale Sociale può essere aumentato a pagamento, anche mediante nuovi conferimenti in natura, oppure a titolo gratuito, in forza di deliberazione dell'Assemblea dei Soci da adottarsi con le maggioranze previste per le modificazioni dello Statuto.

5.3 - La decisione di aumento del Capitale Sociale non può essere attuata fino a quando i conferimenti precedentemente dovuti non siano stati integralmente eseguiti.

5.4 - In caso di aumento del Capitale Sociale a pagamento spetta ai Soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni dagli stessi possedute.

Tale diritto non spetta nel caso di aumento del Capitale Sociale a pagamento da effettuarsi mediante nuovi conferimenti in natura oppure mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi. In tale ipotesi, i Soci che non hanno consentito alla deliberazione hanno diritto di recedere dalla Società a norma dell'art. 2473 cod. civ.

5.5 - In deroga al disposto di cui all'art. 2464, comma 3, cod. civ., in sede di aumento del Capitale Sociale possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica e tali da consentire l'acquisizione in Società di qualsiasi elemento utile per il proficuo svolgimento dell'impresa.

5.6 - Le partecipazioni dei Soci possono essere determinate in misura non proporzionale ai conferimenti.

5.7 - L'acquisto da parte della Società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del Capitale Sociale, di beni o di crediti dei Soci fondatori, dei Soci e dei componenti dell'Organo Amministrativo nei due anni dalla iscrizione della Società nel Registro delle Imprese, non deve essere autorizzato con decisione dei Soci.

Art. 6. Riduzione del capitale sociale.

6.1 - Il Capitale Sociale può essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'Assemblea dei Soci da adottarsi con le maggioranze previste per le modificazioni dello Statuto.

6.2 - In caso di riduzione del Capitale Sociale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede della Società, almeno 8 (otto) giorni prima dell'Assemblea, della relazione dell'Organo Amministrativo sulla situazione patrimoniale della Società e delle osservazioni dell'Organo di Controllo o del Revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i Soci. La rinuncia a tale deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Finanziamenti dei soci e titoli di debito.

7.1 - I Soci possono eseguire, su richiesta dell'Organo Amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia. I finanziamenti dei Soci si presumono infruttiferi, salvo diversa concorde determinazione risultante da atto scritto.

7.2 - In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme possono essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del Capitale Sociale, di qualunque importo, previa conforme decisione dell'Organo Amministrativo.

7.3 - Per il rimborso dei finanziamenti dei Soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 cod. civ.

7.4 - La Società può emettere titoli di debito al portatore o nominativi con decisione dell'Assemblea dei Soci adottata con il voto favorevole dei Soci che rappresentino almeno i 2/3 (due terzi) del Capitale Sociale.

I titoli di debito possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali. In caso di successiva circolazione dei titoli si applica l'articolo 2483, comma 2, cod. civ.

La decisione di emissione dei titoli di debito deve indicare:

- a) il valore nominale di ciascun titolo;
- b) il rendimento dei titoli o i criteri per la sua determinazione;
- c) il modo e i tempi di pagamento degli interessi e di rimborso dei titoli;
- d) se il diritto dei sottoscrittori alla restituzione del capitale ed agli interessi sia, in tutto o in parte, subordinato alla soddisfazione dei diritti di altri creditori della Società;
- e) se i tempi e l'entità del pagamento degli interessi possano variare in dipendenza di parametri oggettivi anche relativi all'andamento economico della Società.

I titoli di debito devono indicare:

- a) la denominazione, l'oggetto e la sede della Società, con l'indicazione dell'ufficio del Registro delle Imprese presso il quale la Società è iscritta;
- b) il Capitale Sociale e le riserve esistenti al momento dell'emissione;
- c) la data della deliberazione di emissione e della sua iscrizione nel Registro delle Imprese;
- d) l'ammontare complessivo dell'emissione, il valore nominale di ciascun titolo, i diritti con essi attribuiti, il rendimento o i criteri per la sua determinazione e il modo di pagamento e di rimborso, l'eventuale subordinazione dei diritti dei sottoscrittori a quelli di altri creditori della Società;
- e) le eventuali garanzie da cui sono assistiti;
- f) se emessi al portatore, l'investitore professionale che ha sottoscritto i titoli stessi.

Art. 8. Diritti dei soci.

8.1 - I diritti sociali spettano ai Soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 9. Partecipazioni e loro trasferimento.

9.1 - Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari sono esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli artt. 1105 e 1106 cod. civ.

9.2 - Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'art. 2352 cod. civ.

9.3 - Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi salvo il diritto di prelazione di cui al successivo art. 9.4.

Ai fini del presente articolo, nell'espressione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine, e quindi oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento in società, dazione in pagamento e donazione.

9.4 - Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

A) il Socio che intende trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione sociale, comunica la propria offerta all'Organo Amministrativo con qualsiasi mezzo che fornisca la prova dell'avvenuto ricevimento;

B) l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento;

C) l'Organo Amministrativo, entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della comunicazione (ad eccezione del caso in cui venga ricevuta nel mese di agosto dove il termine di quindici giorni comincerà a decorrere dal giorno uno del mese di settembre), trasmette con le stesse modalità l'offerta ai Soci, che esercitano il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

C.1) ogni Socio interessato all'acquisto fa pervenire all'Organo Amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, entro 30 (trenta) giorni dalla ricezione della comunicazione da parte dell'Organo Amministrativo;

C.2) la partecipazione deve essere trasferita - con atto avente forma richiesta dalla legge per l'iscrizione al Registro delle Imprese - entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui l'Organo Amministrativo comunica al Socio offerente (comunicazione da effettuarsi entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento della dichiarazione di esercizio della prelazione ad eccezione del caso in cui venga ricevuta nel mese di agosto dove il termine di quindici giorni comincerà a decorrere dal giorno uno del mese di settembre) l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei Soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui la partecipazione offerta non sia proporzionalmente divisibile tra tutti i Soci accettanti), della data fissata per il trasferimento;

D) nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un Socio, la partecipazione offerta spetta ai Soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute;

E) se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non può o non vuole esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei Soci che, viceversa, intendano valersene;

F) qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già Socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri Soci;

G) il diritto di prelazione viene esercitato per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal Socio offerente;

H) qualora nessun Socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il Socio offerente è libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro i 90 (novanta) giorni successivi al giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta;

I) la prelazione viene esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei Soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione è determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non venga raggiunto alcun accordo, il prezzo è determinato mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti competente per sede della Società su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto tiene conto della situazione patrimoniale della Società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione ad un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della Società.

Le spese e il compenso per tale prestazione sono a carico del Socio cedente se il valore della partecipazione viene stabilito in un importo inferiore almeno del 15% (quindici per cento) di quello richiesto dallo stesso; in caso contrario le spese e il compenso della prestazione sono a carico del o dei Soci che abbiano contestato il valore proposto dal Socio cedente e richiesto la procedura di arbitraggio.

Il diritto di prelazione spetta ai Soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà o l'usufrutto della partecipazione.

In caso di costituzione del diritto di pegno, il diritto di voto deve permanere in capo al datore di pegno che è obbligato pertanto a mantenerlo in capo a sé e non può trasferirlo al soggetto che riceve il pegno, al quale la Società non riconosce il diritto di voto.

Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazione per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non può esercitare i diritti sociali, non è legittimato all'esercizio del diritto di voto e degli altri diritti amministrativi e non può alienare la partecipazione con effetto verso la Società.

Il trasferimento di partecipazioni per atto tra vivi può avvenire senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il Socio cedente abbia ottenuto la rinuncia al diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri Soci.

9.5 - La prelazione non opera:

a) nel caso di intestazione a società fiduciaria o di reintestazione da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario dal quale risulti il nome del mandante originario) agli effettivi proprietari;

b) in caso di cessione al coniuge o ai figli.

Art. 10. Trasferimento mortis causa della partecipazione.

10.1 - In caso di morte di un Socio, la sua quota si trasferisce agli eredi o legatari i quali, in ipotesi di contitolarità, nominano un rappresentante comune.

Art. 11. Decisioni dei soci.

11.1 - I Soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dallo Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più componenti dell'Organo Amministrativo o tanti Soci che rappresentino almeno 1/3 (un terzo) del Capitale Sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei Soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'Organo Amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dell'Organo di Controllo o del Revisore;
- d) le modificazioni dello Statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei Soci.

Art. 12. Assemblea dei soci.

12.1 - Le decisioni dei Soci devono essere assunte mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

12.2 - A tal fine l'Assemblea è convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori dal Comune in cui è posta la sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di nazione appartenente all'Unione Europea.

12.3 - L'Assemblea è convocata dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o da uno dei componenti dell'Organo Amministrativo ovvero dall'Amministratore Unico con avviso spedito almeno 8 (otto) giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai Soci al recapito di cui all'art. 27 dello Statuto.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo e l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

12.4 - Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'Assemblea non risulti regolarmente costituita. In seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

12.5 - In mancanza di formale convocazione l'Assemblea si reputa regolarmente costituita quando l'intero Capitale Sociale, tutti i componenti dell'Organo Amministrativo e tutti i componenti dell'Organo di Controllo (se nominato) siano presenti o informati della riunione, e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti posti all'ordine del giorno. I componenti dell'Organo Amministrativo e dell'Organo di Controllo (se nominato) che non partecipano personalmente all'Assemblea devono rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

12.6 - E' ammessa la possibilità che l'Assemblea dei Soci si svolga anche per teleconferenza o videoconferenza.

L'Assemblea può eventualmente deliberare l'adozione di apposito regolamento, nel quale sono disciplinate tra l'altro le modalità di collegamento nonché le formalità richieste per la verifica del numero legale e per l'adozione e verbalizzazione delle deliberazioni.

In ogni caso, quando l'Assemblea si svolge per teleconferenza o videoconferenza è necessario:

- che il Presidente dell'Assemblea possa accertare l'identità e la legittimazione di tutti i partecipanti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che il Segretario e/o il soggetto verbalizzante possano percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito a tutti gli intervenuti di partecipare alla discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti posti all'ordine del giorno, di ricevere o visionare documentazione riguardante la riunione o poterne trasmettere, di partecipare alla votazione sugli argomenti all'ordine del giorno;
- che vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Verificandosi tali presupposti, l'Assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il Segretario della riunione e/o il soggetto verbalizzante, onde consentire la stesura del relativo verbale.

Art. 13. Svolgimento dell'assemblea dei soci.

13.1 - L'Assemblea è presieduta, dall'Amministratore Unico, o dal più anziano di età tra gli Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ovvero, in caso di assenza o impedimento di

quest'ultimo, dal Vice Presidente, se nominato. In caso di assenza o impedimento di tali soggetti l'Assemblea sarà presieduta dalla persona che sarà designata dalla maggioranza del Capitale Sociale presente in Assemblea.

13.2 - L'Assemblea nomina un Segretario, anche non Socio, e occorrendo anche uno o più scrutatori, anche non Soci.

13.3 - Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'Assemblea e accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

Art. 14. Diritto di voto e maggioranze assembleari.

14.1 - Il voto del Socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione al Capitale Sociale.

14.2 - Hanno diritto di voto in Assemblea i Soci che alla data della stessa risultino iscritti al Registro delle Imprese o il cui acquisto della quota sociale risulti quantomeno ivi depositato.

14.3 - In caso di pegno o usufrutto sulla quota il diritto di voto spetta al creditore pignoratizio o all'usufruttuario. Nel caso dell'usufruttuario è ammessa la convenzione contraria. In caso di sequestro della partecipazione sociale il diritto di voto è esercitato dal custode.

14.4 - Ogni Socio che abbia diritto di intervenire all'Assemblea può farsi rappresentare per delega scritta che dovrà essere conservata dalla Società.

La delega non può essere rilasciata con il nome del rappresentante in bianco. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega, salvo che si tratti di procuratore generale.

Se la delega viene conferita per la singola Assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni.

La rappresentanza non può essere conferita né ai componenti dell'Organo Amministrativo né ai componenti dell'Organo di Controllo o al Revisore, se nominati.

14.5 - L'Assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti Soci che rappresentino almeno la maggioranza del Capitale Sociale e delibera a maggioranza del Capitale Sociale presente in Assemblea, salvo nei casi di modificazioni dello Statuto e di decisioni sul compimento di operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei Soci nei quali è richiesto il voto favorevole di tanti Soci che rappresentino almeno la maggioranza assoluta del Capitale Sociale.

Sono fatte salve le diverse maggioranze previste in ipotesi specifiche dallo Statuto; sono altresì fatte salve le disposizioni di legge che, per particolari decisioni, richiedono inderogabilmente diverse specifiche maggioranze.

Art. 15. Verbale dell'assemblea dei soci.

15.1 - Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale, redatto a norma di legge, sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio, se richiesto dalla legge.

15.2 - Il verbale dell'Assemblea, anche se redatto per atto pubblico, viene trascritto senza indugio nel libro delle decisioni dei Soci.

Art. 16. Organo amministrativo.

16.1 - La Società può essere amministrata, alternativamente e secondo quanto stabilito dai Soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da due o più componenti secondo quanto stabilito dai Soci al momento della nomina;
- c) da due o più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, nel numero e con le competenze che verranno determinati dai Soci in occasione della nomina.

In caso di Organo Amministrativo pluripersonale di cui alla lettera c) del presente articolo, sono in ogni caso di competenza del Consiglio di Amministrazione la redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione e di scissione nonché le decisioni di aumento del Capitale Sociale ai sensi dell'art. 2481 cod. civ.

16.2 - I componenti dell'Organo Amministrativo possono essere anche non Soci. Non possono essere nominati alla carica di componenti dell'Organo Amministrativo e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 cod. civ.

16.3 - I componenti dell'Organo Amministrativo non sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ..

Art. 17. Nomina e sostituzione dell'organo amministrativo.

17.1 - L'Organo Amministrativo resta in carica fino a revoca o dimissioni, oppure per il tempo più limitato stabilito dai Soci nell'atto di nomina.

17.2 - In caso di nomina fino a revoca o dimissioni è consentita la revoca dell'Organo Amministrativo in ogni tempo e senza necessità di motivazione o di giusta causa.

17.3 - E' ammessa la rieleggibilità.

17.4 - Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno la maggioranza dei suoi componenti si intende dimissionario l'intero Consiglio di Amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati

più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo amministratore, si intendono dimissionari anche gli altri.

Spetta ai Soci con proprie decisioni procedere alla nomina del nuovo Organo Amministrativo. Nel frattempo il Consiglio di Amministrazione o gli Amministratori dimissionari possono compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

17.5 - La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo viene ricostituito.

Art. 18. Presidente del consiglio di amministrazione.

18.1 - Nel caso in cui la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo, qualora non vi abbiano provveduto i Soci, nomina un Presidente ed eventualmente anche un Vice Presidente che lo sostituisca in caso di sua assenza o impedimento.

Art. 19. Decisioni del consiglio di amministrazione.

19.1 - Il Consiglio di Amministrazione viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo almeno 3 (tre) giorni prima dell'adunanza, e in caso di urgenza con telegramma o fax da spedirsi almeno un giorno prima, nel quale deve essere indicata la data, il luogo e l'ora dell'adunanza, nonché l'ordine del giorno.

19.2 - Le adunanze del Consiglio di Amministrazione e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando, alternativamente:

- siano intervenuti tutti i consiglieri in carica e tutti i componenti effettivi dell'Organo di Controllo, se nominato;
- sia intervenuta la maggioranza dei consiglieri in carica e dei componenti effettivi dell'Organo di Controllo, se nominato, ma tutti gli aventi diritto a intervenire risultino previamente informati della riunione.

19.3 - Il Consiglio di Amministrazione delibera validamente in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica e a maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

Il voto non può essere dato per rappresentanza.

In caso di parità prevale il voto del Presidente; tuttavia, nel caso in cui il Consiglio di Amministrazione sia composto da soli due membri, la proposta non è accolta e si deve conseguentemente procedere alla riformulazione della stessa e ad una nuova deliberazione.

19.4 - Qualora sia costituito un Consiglio di Amministrazione le decisioni possono essere adottate anche mediante consultazione scritta o consenso espresso in forma scritta e con l'apposizione della sottoscrizione. La trasmissione della consultazione o del consenso può avvenire con ogni sistema di comunicazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo della decisione, da parte della maggioranza dei consiglieri.

Il procedimento deve concludersi entro 30 (trenta) giorni dalla data della prima sottoscrizione ovvero nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

19.5 - Le adunanze del Consiglio di Amministrazione possono svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video o anche solo audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei consiglieri. In tal caso, è necessario che:

- a) sia consentito al Presidente di accertare inequivocabilmente l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- b) in ogni luogo audio/video collegato si predisponga il foglio delle presenze, in cui devono essere indicati i nominativi dei partecipanti all'adunanza in quel luogo;
- c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi oggetto di verbalizzazione;
- d) sia consentito agli intervenuti di scambiarsi documentazione e comunque di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;
- e) a meno che si tratti di adunanza totalitaria, vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti possano affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove siano presenti il Presidente e il soggetto verbalizzante.

Art. 20. Poteri dell'organo amministrativo.

20.1 - L'Organo Amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o lo Statuto riservano espressamente ai Soci.

20.2 - Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri, a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 cod. civ. a uno o più componenti, anche disgiuntamente.

20.3 - La rappresentanza generale della Società spetta all'Amministratore Unico, a ciascuno degli Amministratori in modo congiunto e/o disgiunto a seconda di quanto stabilito nell'atto di nomina, al Presidente del Consiglio di Amministrazione o al Vice Presidente, se nominato, e agli amministratori delegati, se nominati, nell'ambito dei poteri conferiti con l'atto di delega. La sottoscrizione del Vice Presidente costituisce prova dell'assenza o dell'impedimento del Presidente.

Art. 21. Compensi dell'organo amministrativo.

21.1 - Ai componenti dell'Organo Amministrativo, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle sue funzioni ed all'eventuale emolumento mensile o annuale, può essere assegnata un'indennità complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili. Tale indennità viene determinata dai Soci in occasione della nomina mediante apposita decisione.

21.2 - Ai componenti dell'Organo Amministrativo può altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

Art. 22. Organo di controllo e revisore.

22.1 - La Società può nominare un Organo di Controllo o un Revisore. La nomina è obbligatoria nei casi previsti dalla legge.

L'Organo di Controllo può essere monocratico o collegiale, secondo quanto deciso dai Soci all'atto della nomina

22.2 - L'Organo di Controllo collegiale, se nominato, è composto da tre membri effettivi e due supplenti.

Il Presidente è nominato dai Soci contestualmente alla nomina del Collegio.

22.3 - L'Organo di Controllo resta in carica per tre esercizi.

La cessazione per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui l'Organo di Controllo viene ricostituito.

22.4 - L'Organo di Controllo ha i doveri e i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403-bis cod. civ. Esso esercita inoltre la revisione legale dei conti, salvo attribuzione della stessa ad un Revisore con apposita decisione dei Soci.

22.5 - Qualora eserciti la revisione legale dei conti, l'Organo di Controllo deve essere composto da revisori contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

22.6 - La retribuzione annuale dell'Organo di Controllo è determinata dai Soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata dell'ufficio.

Art. 23. Recesso ed esclusione del socio.

23.1 - Il diritto di recesso compete:

- ai Soci che non abbiano consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo della Società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede sociale all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dallo Statuto, alla introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni sociali;

- ai Soci che non abbiano consentito al compimento delle operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della Società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai Soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dallo Statuto.

23.2 - L'intenzione del Socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti dal precedente punto, viene comunicata all'Organo Amministrativo mediante qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, e deve pervenire alla Società entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il diritto di recesso è diverso da una deliberazione da iscriversi nel Registro delle Imprese, esso è esercitato entro 30 (trenta) giorni della conoscenza dello stesso da parte del Socio. Le partecipazioni del recedente non possono essere cedute. Il recesso non può essere esercitato e, ove già esercitato, è privo di efficacia, se la Società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'Assemblea dei Soci delibera lo scioglimento della Società.

23.3 - La dichiarazione di recesso produce effetti dalla data del suo ricevimento da parte della Società.

I diritti sociali connessi alla partecipazione per la quale è stato esercitato il recesso sono sospesi, conservando il Socio recedente esclusivamente la titolarità formale della partecipazione, finalizzata all'ottenimento della relativa liquidazione ai sensi ai sensi di legge e di Statuto.

Le partecipazioni sociali per le quali è stato esercitato il recesso non sono computate ai fini del calcolo delle maggioranze costitutive e deliberative previste per le decisioni dei Soci.

La dichiarazione di recesso è irrevocabile una volta pervenuta alla Società.

23.4 - I Soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione al valore da determinarsi ai sensi di legge e come in seguito previsto (se non in conflitto con norme inderogabili di legge).

23.5 - Sono considerate ipotesi di esclusione dalla Società:

- il fallimento o la sottoposizione ad altra procedura concorsuale, l'interdizione e l'inabilitazione del Socio, la sua condanna ad una pena che importi l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici;

- l'esercizio da parte del Socio, per conto proprio o altrui, anche come Socio di una Società di fatto, di un'attività concorrente con quella della Società, salvo che consti il consenso scritto di tutti gli altri Soci;

- la definitiva impossibilità da parte del Socio di eseguire la prestazione d'opera o di servizi a favore della Società che costituisce oggetto del suo conferimento.

L'esclusione è stabilita con decisione dei Soci adottata a maggioranza assoluta del Capitale Sociale, non computandosi nel quorum la quota del Socio della cui esclusione si tratti, ed ha effetto decorsi 30 (trenta) giorni dalla data della comunicazione, mediante raccomandata a.r., al Socio escluso.

Entro questo termine il Socio escluso può fare opposizione davanti al Tribunale; l'opposizione ne sospende l'esecuzione. Se la Società è composta da due Soci, l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal Tribunale competente, su domanda dell'altro.

I Soci esclusi hanno il diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale, nel termine e con le modalità previste in caso di recesso, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del Capitale Sociale.

Art. 24. Determinazione del valore della partecipazione del recedente.

24.1 - I Soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dall'Organo Amministrativo tenendo conto dell'eventuale suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della Società, della sua redditività, del valore dei beni materiali e immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione del valore è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso l'art. 1349, comma 1, cod. civ.

24.2 - Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro 180 (centottanta) giorni dalla comunicazione del medesimo fatta alla Società.

24.3 - Il rimborso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri Soci proporzionalmente alle loro quote di partecipazione oppure da parte di un terzo concordemente individuato dai Soci medesimi.

Qualora l'acquisto da parte dei Soci o di un terzo da essi individuato non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza corrispondentemente riducendo il Capitale Sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ. e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del Socio receduto, la Società viene posta in liquidazione. Tuttavia, se a seguito del rimborso della quota del Socio receduto da parte della Società il Capitale Sociale si riduce al di sotto del limite legale, l'Organo Amministrativo deve senza indugio convocare in Assemblea i Soci restanti al fine di consentire loro di provvedere alla ricostituzione del Capitale Sociale a importo non inferiore al minimo legale in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ovvero di provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della Società.

Art. 25. Esercizi sociali e bilancio.

25.1 - Gli esercizi sociali si chiudono il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

25.2 - Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'Organo Amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

25.3 - Il bilancio deve essere approvato dai Soci con decisione da adottarsi entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro 180 (centoottanta) giorni qualora particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della Società lo richiedano; in quest'ultimo caso l'Organo Amministrativo deve segnalare nella sua relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

25.4 - Dagli utili risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del Capitale Sociale.

25.5 - La decisione dei Soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del Capitale Sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il Capitale Sociale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Art. 26. Scioglimento e liquidazione.

26.1 - Verificandosi una delle cause di scioglimento previste dall'art. 2484 cod. civ. o da altra disposizione di legge, ovvero da delibera dell'Assemblea dei Soci con le maggioranze previste per la modificazione dello Statuto, la Società è sciolta e posta in liquidazione.

In tali casi i Soci, con deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica dello Statuto, stabiliscono:

- il numero dei Liquidatori, provvedendo alla loro nomina con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della Società;
- i poteri dei Liquidatori.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei Liquidatori si applica quanto previsto dall'art. 2489 cod. civ..

26.2 - La Società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'Assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni dello Statuto. Al Socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487-ter cod. civ.

Art. 27. Recapito dei soci per i rapporti sociali.

27.1 - Tutte le comunicazioni dirette ai singoli Soci sono effettuate utilizzando il recapito di ciascun Socio dallo stesso comunicato alla Società o quello.

In tale comunicazione sono indicati l'indirizzo e, se comunicati, il numero di telefono e l'indirizzo e-mail.

27.2 - Ogni successiva modificazione delle indicazioni costituenti recapito ai sensi del presente articolo, deve essere effettuata mediante comunicazione scritta agli amministratori, i quali provvedono a registrarla nei documenti della Società. Resta a carico di ogni singolo Socio la responsabilità per mancata comunicazione delle modificazioni di cui sopra.

Art. 28. Disposizioni generali.

28.1 - Per quanto non previsto nello Statuto valgono le norme in materia di società a responsabilità limitata.

Art. 29. Clausola compromissoria.

29.1 - Tutte le controversie che dovessero insorgere tra i Soci nonché tra Società e Soci in relazione al rapporto sociale o all'interpretazione e all'esecuzione dello Statuto e delle deliberazioni adottate dagli organi sociali, quelle promosse da componenti dell'Organo Amministrativo, Liquidatori, da componenti dell'Organo di Controllo, ovvero nei loro confronti, purché compromissibili per legge, sono deferite a un Arbitro Unico nominato dal Presidente del Tribunale in cui ha sede la Società.

29.2 - L'Arbitro Unico giudica secondo e il suo giudizio é inappellabile, salvi i casi in cui la legge inderogabilmente preveda la sua impugnabilità.

29.3 - Restano comunque salve le procedure previste obbligatoriamente in tale materia.

29.4 - La presente clausola può essere modificata o soppressa soltanto con la maggioranza dei 2/3 (due terzi) del Capitale Sociale.

Cinquième résolution

L'assemblée fixe la nouvelle adresse du siège social à I-40125 Bologna, via Dante Alighieri 34.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Septième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du commissaire aux comptes de la société et de lui accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur unique: Monsieur Roberto FERRARI, citoyen italien, né le 10 juin 1950 à La Spezia, Italie résident en via Ariosto 28, 44100 Ferrara, Italie

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Roberto FERRARI, citoyen italien, né le 10 juin 1950 à La Spezia, Italie résident en via Ariosto 28, 44100 Ferrara, Italie, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 1.250,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Anne LAUER, Max MAYER, Marc LIBOUTON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 juillet 2013. Relation GRE/2013/3128. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME

Junglinster, le 12 août 2013.

Référence de publication: 2013116221/565.

(130141436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Miura Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 97.865.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2012 tenue à 9.00 heures le 10 juin 2013

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale a pris connaissance du changement d'adresse des administrateurs et de l'administrateur délégué, à savoir:

Administrateurs:

- Mme Bourkel Anique, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Bourkel Michel, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

Administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, nouvelle adresse professionnelle: 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

5- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

Administrateurs:

- Mme Bourkel Anique, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- M. Bourkel Michel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;
- Gestion & Administration SA, Company nr. 29441, Nia Mall, Vaea Street Lev. 2, Apia, WS Samoa Occidentales;

Administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, 31, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, Nassau, Bahamas, N-8188;

qui tous acceptent, pour l'année 2013 et jusqu'à l'assemblée générale à être tenue en 2014.

Référence de publication: 2013116232/29.

(130141458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

MEC Telecommunication S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 50, rue de Grundhof.

R.C.S. Luxembourg B 96.360.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013116218/10.

(130141086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Manimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 52.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013116215/10.

(130141221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Manufacture Gorgeneck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 26, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 101.323.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013116216/10.

(130141087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Epuramat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5324 Contern, rue des Chaux.
R.C.S. Luxembourg B 109.730.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, den 19/08/2013.

Référence de publication: 2013118337/10.

(130144121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Edmund Frette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 119.472.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013118322/14.

(130143589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

F.I. Holding Co., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 30.754.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-fifth day of July.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of F.I. Holding Co., herein referred to as the "Company", a société anonyme, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 30.754, incorporated on 2 June 1989 by a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 312 of 2 November 1989, the articles of which have been amended at several times and for the last time on 14 December 2010 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 861 of 30 April 2011.

The meeting is presided by Mr Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Myriam WAGNER, private employee, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Jacqueline HONYMUS, chartered accountant, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

1) The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to maintain the registered office, the seat of administrative and effective management in Luxembourg following the non fulfilment of the suspensive condition of registration of the Company at the Registry of Mauritius.

2. Appointment of a statutory auditor.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxies given by the represented shareholders after having been signed “ne varietur” by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III) The attendance list shows that all the 20,000 (twenty thousand) shares representing the whole share capital of the Company are represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The chairman states that no other security conferring a voting right has been issued by the Company so that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

V) The chairman reminds that pursuant to a deed received on 28 December 2012 by the undersigned notary, registered in Esch-sur-Alzette A.C. on 3 January 2013, reference: EAC/2013/96, the shareholders' meeting has deliberated on the transfer of the registered office, the seat of administrative and effective management of the Company to Mauritius and on the adoption of the Mauritian nationality, the whole under the suspensive condition of registration of the Company at the Registry of Mauritius and of reception of the Global Business Category 1 Licence.

To date the Company has not been registered with the Registry of Mauritius.

The chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions, which are all adopted by unanimous vote.

First resolution

Following the non fulfilment of the suspensive condition of registration of the Company at the Registry of Mauritius, the meeting decides to maintain the registered office, the seat of administrative and effective management in Luxembourg.

As a consequence, the Company will continue as a Luxembourg company and its registered office will remain located at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Second resolution

The meeting decides to appoint as statutory auditor of the Company, its mandate expiring in 2014 at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the business year ending on 31 December 2013: AUDIEX S.A., having its registered office in L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire, R.C.S. Luxembourg B 65.469.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the French and the English text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme F.I. Holding Co., ci-après la «Société», ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 30.754, constituée le 2 juin 1989 suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 312 du 2 novembre 1989, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 14 décembre 2010 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 861 du 30 avril 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Myriam WAGNER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Jacqueline HONYMUS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Décision de maintenir le siège social, administratif et de direction effective à Luxembourg suite à la non réalisation de la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre de l'Île Maurice.

2. Nomination d'un commissaire aux comptes.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que les 20.000 (vingt mille) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate qu'aucun autre titre conférant droit de vote n'a été émis par la Société et que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont été préalablement informés.

V) Le président rappelle que suivant un acte reçu par le notaire instrumentant le 28 décembre 2012, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C. le 3 janvier 2013, relation: EAC/2013/96, l'assemblée des actionnaires a délibéré sur le transfert du siège social, administratif et de direction effective de la Société à l'Île Maurice et sur l'adoption de la nationalité mauricienne, le tout sous la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre de l'Île Maurice et de l'obtention de la licence «Global Business Category 1».

A ce jour, la Société n'a pas encore été enregistrée auprès du Registre de l'Île Maurice.

Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui sont toutes prises à l'unanimité des voix.

Première résolution

Suite à la non réalisation de la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre de l'Île Maurice, l'assemblée décide de maintenir le siège social, administratif et de direction effective à Luxembourg.

Par conséquent, la société restera une société de droit luxembourgeois et son siège restera fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer commissaire aux comptes de la Société, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social clôturant le 31 décembre 2013: AUDIEX S.A., ayant son siège au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.469.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. HANSEN, M. WAGNER, J. HONYMUS, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 29 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9989. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013118348/120.

(130143805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

B & M Dordt S.à r.l./B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 151.688.

Les comptes annuels au 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114445/9.

(130139551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.
